

Flash Economie

1^{er} juillet 2021 - 487

Impossible d'éviter de réduire les dépenses publiques de retraite en France

Les dépenses publiques de retraite sont plus élevées de 4 points de PIB en France que dans les autres pays de l'OCDE ou de la zone euro.

Or, la situation après la crise de la Covid va être la suivante en France :

- un besoin accru de dépenses publiques dans de nombreux domaines : transition énergétique, relocalisations, recherche, santé, éducation, lutte contre la pauvreté... ;
- l'impossibilité d'accroître significativement la pression fiscale, compte tenu de son niveau et des problèmes de compétitivité de la France ; les quelques pistes de hausse des impôts (taxation mondiale des multinationales, taxation plus importante des plus-values en capital) apporteraient des recettes fiscales supplémentaires de petite taille ;
- la perspective de l'arrêt de l'achat de dettes publiques par la BCE, et donc le risque d'une plus grande difficulté pour financer les déficits publics.

Si la France renonce à réduire les dépenses publiques de retraite, il est donc probable qu'il sera impossible d'accroître les autres dépenses publiques là où pourtant c'est nécessaire.

Patrick Artus

Tel. (33 1) 58 55 15 00

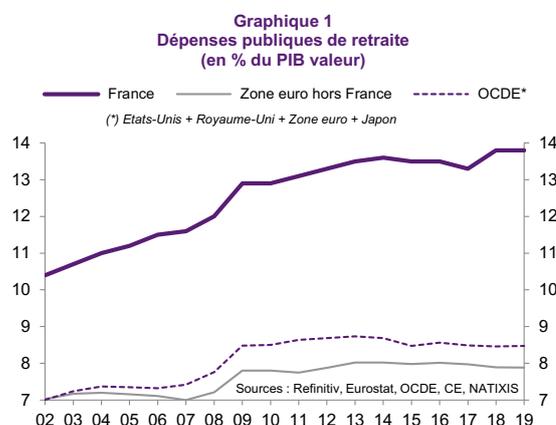
patrick.artus@natixis.com

 [@PatrickArtus](https://twitter.com/PatrickArtus)

www.research.natixis.com

Dépenses publiques de retraite élevées en France

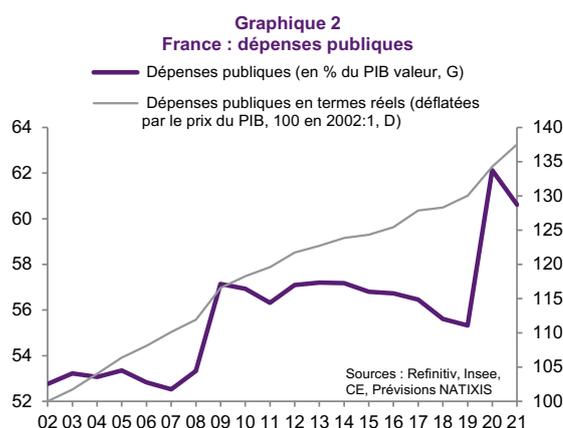
On sait que **les dépenses publiques de retraite sont très élevées en France** par rapport aux autres pays de l'OCDE ou de la zone euro (**graphique 1**).



Nous voulons défendre l'idée suivante : **il va être très difficile en France de ne pas réduire le poids des dépenses publiques de retraite.**

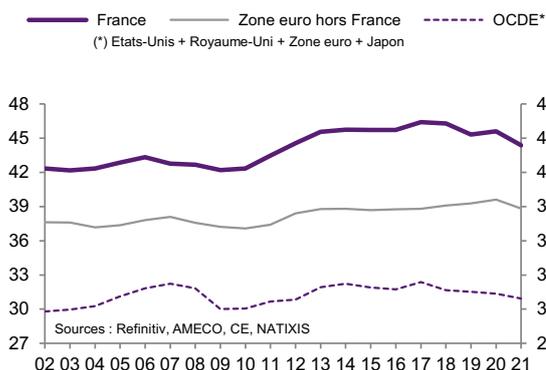
Les raisons pour lesquelles le poids des dépenses de retraite en France va être un problème

1. **La France**, comme d'autres pays de l'OCDE, **va avoir un besoin accru de dépenses publiques dans de nombreux domaines** : transition énergétique, relocalisations industrielles, éducation, santé, recherche, aides aux jeunes, lutte contre la pauvreté... **Il faut donc s'attendre à un niveau de dépenses publiques restant élevé en France (graphique 2)** après la crise de la Covid.



2. Il paraît **difficile d'accroître la pression fiscale en France**, compte tenu de son niveau (**graphique 3**), avec l'effet négatif observé des impôts des entreprises (en particulier cotisations sociales et impôts de production) sur le taux d'emploi et la productivité.

Graphique 3
Pression fiscale (en % du PIB valeur)

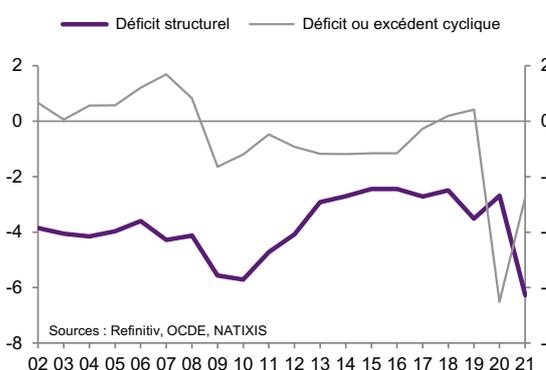


Les quelques pistes de hausse de la fiscalité (taxation mondiale à 15 % des multinationales, peut-être taxation accrue des plus-values en capital dans le futur en réaction aux hausses fortes des prix des actifs) apporteraient des ressources fiscales supplémentaires faibles (4 milliards d’euros pour la taxation mondiale des multinationales).

En face des dépenses publiques élevées, il sera difficile d’accroître la pression fiscale en France, d’où le risque d’un déficit public restant élevé.

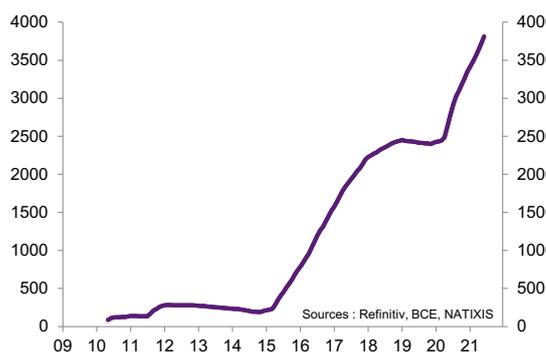
On voit que le **déficit public structurel** de la France est élevé (graphique 4).

Graphique 4
France : déficit public (en % du PIB valeur)



3. À un certain moment dans le futur, la BCE arrêtera ses achats de dettes publiques (graphique 5), ce qui implique qu’un déficit public élevé sera beaucoup plus difficile à financer qu’aujourd’hui.

Graphique 5
Zone euro : encours de dette du secteur public détenu par la BCE (Md €)



Synthèse : que se passera-t-il si la France ne parvient pas à réduire le poids des retraites publiques ?

Si le poids des retraites publiques reste aussi élevé qu'aujourd'hui en France, s'il est très difficile d'accroître la pression fiscale, si l'arrêt des achats de la BCE impose de réduire le déficit public structurel, alors **la seule solution sera de réduire les dépenses publiques, avec le risque que cette réduction des dépenses affecte les dépenses les plus utiles** (éducation, recherche, transition énergétique, soutien aux industries du futur, etc.).